



Convention sur la
diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

CBD/CP/MOP/10/4
15 octobre 2021

FRANÇAIS
ORIGINAL: ENGLISH

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES
RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Dixième réunion

Kunming, Chine, 11-15 octobre 2021

et 25 avril-8 mai 2022

**RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES
PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES À SA DIXIÈME RÉUNION (PARTIE I)**

Table des matières

| | | |
|-----|--|--|
| I. | Décision adoptée par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques | 2 |
| | CP-10/1. Budget pour le programme de travail intégré du Secrétariat | 2 |
| II. | Compte rendu des débats..... | 9 |
| | Participation | 9 |
| | Point 1. Ouverture de la réunion..... | Error! Bookmark not defined. 13 |
| | Point 2. Questions d'organisation | 13 |
| | Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena | 16 |
| | Point 4. Rapports des organes subsidiaires..... | 16 |
| | Point 5. Rapport du Comité d'examen du respect des dispositions | 16 |
| | Point 6. Administration du Protocole et budget des Fonds d'affectation spéciale..... | 17 |
| | Point 18. Questions diverses | 17 |
| | Point 19. Adoption du rapport | 17 |
| | Point 20. Clôture de la réunion | 17 |

I. DÉCISION ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

CP-10/1. Budget pour le programme de travail intégré du Secrétariat

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

Rappelant sa décision [9/16](#), dans laquelle elle a approuvé le budget de la période biennale 2019-2020,

Rappelant également sa décision CP-EM-1/1, dans laquelle elle a approuvé la prolongation du budget de la période biennale 2019-2020 et, à titre exceptionnel, le budget-programme provisoire de 2021,

Prenant compte de la décision de présenter la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena en deux parties, la partie I du 11 au 15 octobre 2021 et la partie II du 25 avril au 8 mai 2022, à cause des restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19, et que l'examen et l'adoption d'un budget ordinaire ou complet sont prévus au cours de la partie II de la réunion,

Prenant note, par conséquent, de la nécessité de prendre des arrangements pour maintenir le fonctionnement ininterrompu des organes du Protocole, dont le Secrétariat et les réunions de ses Parties et organes subsidiaires,

Prenant note de la proposition du Bureau de la Conférence des Parties que les Parties examinent et approuvent un budget provisoire pour 2022, à titre exceptionnel, selon les modalités convenues,

Rappelant l'importance d'une information hâtive et bien comprise sur les questions administratives et financières qui permet aux Parties de profiter d'un Secrétariat efficace et de soutenir celui-ci,

Rappelant également le besoin d'un processus décisionnel inclusif aux réunions de la Conférence des Parties à la Convention et des Parties à ses Protocoles, et en particulier concernant les dispositions des paragraphes 35 à 44 de la décision 14/37 sur les fonds d'affectation spéciale volontaires (BZ) pour faciliter la participation des Parties aux processus de la Convention,

Reconnaissant la nature exceptionnelle des circonstances découlant de la pandémie et exprimant sa solidarité avec toutes les Parties face aux conséquences humaines et économiques de la pandémie en cours,

Ayant examiné la note de la Secrétaire exécutive,¹

1. *Approuve à titre exceptionnel, un budget-programme de base de 2 765 932 dollars des États-Unis pour le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques pour l'année 2022, représentant 15 pour cent du budget provisoire intégré de 18 439 546 dollars des États-Unis pour l'année 2022, pour les besoins indiqués dans les tableaux 1a et 1b ci-dessous;*

2. *Adopte un barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de 2022, conforme au barème des quotes-parts actuel pour les dépenses des Nations Unies, indiqué dans le tableau 2 de la présente décision, en précisant que le barème des quotes-parts de la période triennale 2022-2024 devrait être approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2021 et que le nouveau barème des quotes-parts sera appliqué dès sa publication, afin de calculer les contributions de 2022;*

3. *Prie la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires pour la période biennale 2023-2024, en attendant la décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur les dates de sa onzième réunion;*

4. *Prend note avec préoccupation que plusieurs Parties n'ont pas encore payé leur contribution aux budgets-programmes (fonds d'affectation spéciale BY, BG et BB) pour les années 2020 et antérieures, et même*

¹ CBD/CP/MOP/10/3.

que certaines Parties ne l'ont jamais versée, et *prend note également* que conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public adoptées par les Nations Unies², une somme évaluée à 100 015 \$US en souffrance pour le Protocole de Cartagena à la fin de 2020 devra être soustraite du solde du fonds et ne pourra donc pas être utilisée au profit de toutes les Parties au Protocole;

5. *Décide* d'appliquer, mutatis mutandis, les paragraphes 2 à 4, 6 à 12, 14 à 17 et 19 de la décision adoptée par la Conférence des Parties à sa quinzième réunion (partie I).

Tableau 1a

Budget provisoire intégré des fonds d'affectation spéciale de la Convention sur la diversité biologique et ses Protocoles pour 2022

(Milliers de dollars des États-Unis)

| <i>Objet de dépense</i> | <i>2022</i> |
|--|------------------|
| A. Coûts de personnel | 12 220,00 |
| B. Voyages d'affaires | 275,00 |
| C. Consultants/sous-traitants | 50,00 |
| D. Matériel de sensibilisation du public/consultation | 50,00 |
| E. Assistance temporaire/temps supplémentaire | 100,00 |
| F. Formation | 5,00 |
| G. Traduction du site Web/projets de site Web du mécanisme de centre d'échange | 65,00 |
| H. Réunions* | 1 198,00 |
| I. Loyer et coûts apparentés | 1 481,22 |
| J. Frais généraux d'exploitation | 726,60 |
| Total partiel (I) | 16 170,82 |
| II. Coûts d'appui au programme (13 %) | 2 102,21 |
| Total partiel (I + II) | 18 273,03 |
| III. Réserve de trésorerie | 166,51 |
| Grand total (II + III) | 18 439,54 |
| Part du budget provisoire pour la Convention (15 %) | 2 765,93 |
| Moins : Contribution du pays hôte | (251,07) |
| Moins : Utilisation des réserves des années précédentes | (157,50) |
| Total net (somme à partager par les Parties) | 2 357,36 |

* Réunions à financer à partir du budget provisoire de 2022 en complément au report, conformément au tableau 1 ci-dessus:

1/ Quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, présentées simultanément pendant 14 jours.

2/ Reprise de la vingt-quatrième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application et de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, pendant 17 jours.

3/ Il est prévu qu'à la deuxième partie de sa quinzième réunion, la Conférence des Parties examinera la nécessité d'allouer un budget aux réunions du Bureau et aux réunions d'experts afin d'assurer la participation efficace et à part entière des pays en développement et des pays à économie en transition. Les Parties, par l'entremise du Bureau, continueront à surveiller les circonstances extraordinaires liées à la pandémie de la COVID-19, et cette décision ne doit aucunement être interprétée comme établissant un précédent ou un créant un préjudice à l'égard des futures réunions du Bureau ou réunions d'experts.

² Voir la partie IV de la résolution 60/283 de l'Assemblée générale

Table 1b**Ressources requises par division à partir des budgets-programmes intégrés pour l'année 2022***(Milliers de dollars des États-Unis)*

| | 2022 |
|---|------------------|
| I. Programmes : | |
| Bureau de la Secrétaire exécutive | 2 788,50 |
| Protocoles d'accès et de partage des avantages et de prévention des risques biotechnologiques | 2 336,50 |
| Division des sciences, de la sociétés et de l'avenir durable | 3 617,50 |
| Division du soutien à la mise en œuvre | 4 300,75 |
| II. Administration, finances et services de conférence | 3 127,57 |
| Total partiel | 16 170,82 |
| Coûts d'appui au programme | 2 102,21 |
| III. Réserve de trésorerie | 166,51 |
| Total | 18 439,54 |
| Part du budget provisoire pour le Protocole de Cartagena (15 %) | 2 765,93 |
| Moins : Contribution du pays hôte | (251,07) |
| Moins : Utilisation des réserves des années antérieures | (157,50) |
| Total net (somme à partager par les Parties) | 2 357,36 |

Table 2**Contributions au fonds d'affectation spéciale pour le Protocole de Cartagena pour 2022**

| | <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts</i> | <i>Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %³</i> | <i>Contributions au 1^{er} janvier 2022</i> |
|----|--------------------|--------------------------------|--|---|
| 1 | Afghanistan | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 2 | Afrique du Sud | 0,272 | 0,389 | 9 162 |
| 3 | Albanie | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 4 | Algérie | 0,138 | 0,197 | 4 648 |
| 5 | Allemagne | 6,090 | 8,702 | 205 127 |
| 6 | Angola | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 7 | Antigua-et-Barbuda | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 8 | Arabie saoudite | 1,172 | 1,675 | 39 476 |
| 9 | Arménie | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 10 | Autriche | 0,677 | 0,967 | 22 803 |
| 11 | Azerbaïdjan | 0,049 | 0,070 | 1 650 |
| 12 | Bahamas | 0,018 | 0,026 | 606 |
| 13 | Bahreïn | 0,050 | 0,071 | 1 684 |
| 14 | Bangladesh | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 15 | Barbade | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 16 | Belarus | 0,049 | 0,070 | 1 650 |
| 17 | Belgique | 0,821 | 1,173 | 27 653 |
| 18 | Belize | 0,001 | 0,001 | 34 |

³ Voir le paragraphe 2.

| | <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts</i> | <i>Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %³</i> | <i>Contributions au 1^{er} janvier 2022</i> |
|----|---------------------------------|--------------------------------|--|---|
| 19 | Bénin | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 20 | Bhoutan | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 21 | Bolivie (État plurinational de) | 0,016 | 0,023 | 539 |
| 22 | Bosnie-Herzégovine | 0,012 | 0,017 | 404 |
| 23 | Botswana | 0,014 | 0,020 | 472 |
| 24 | Brésil | 2,948 | 4,212 | 99 296 |
| 25 | Bulgarie | 0,046 | 0,066 | 1 549 |
| 26 | Burkina Faso | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 27 | Burundi | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 28 | Cabo Verde | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 29 | Cambodge | 0,006 | 0,009 | 202 |
| 30 | Cameroun | 0,013 | 0,019 | 438 |
| 31 | Chine | 12,005 | 17,153 | 404 359 |
| 32 | Chypre | 0,036 | 0,051 | 1 213 |
| 33 | Colombie | 0,288 | 0,412 | 9 701 |
| 34 | Comores | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 35 | Congo | 0,006 | 0,009 | 202 |
| 36 | Costa Rica | 0,062 | 0,089 | 2 088 |
| 37 | Côte d'Ivoire | 0,013 | 0,019 | 438 |
| 38 | Croatie | 0,077 | 0,110 | 2 594 |
| 39 | Cuba | 0,080 | 0,114 | 2 695 |
| 40 | Danemark | 0,554 | 0,792 | 18 660 |
| 41 | Djibouti | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 42 | Dominique | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 43 | Égypte | 0,186 | 0,266 | 6 265 |
| 44 | El Salvador | 0,012 | 0,017 | 404 |
| 45 | Émirats arabes unis | 0,616 | 0,880 | 20 748 |
| 46 | Équateur | 0,080 | 0,114 | 2 695 |
| 47 | Érythrée | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 48 | Espagne | 2,146 | 3,066 | 72 283 |
| 49 | Estonie | 0,039 | 0,056 | 1 314 |
| 50 | Eswatini | 0,020 | 0,029 | 674 |
| 51 | État de Palestine | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 52 | Éthiopie | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 53 | Fidji | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 54 | Finlande | 0,421 | 0,602 | 14 180 |
| 55 | France | 4,427 | 6,325 | 149 113 |
| 56 | Gabon | 0,015 | 0,021 | 505 |
| 57 | Gambie | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 58 | Géorgie | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 59 | Ghana | 0,015 | 0,021 | 505 |
| 60 | Grèce | 0,366 | 0,523 | 12 328 |
| 61 | Grenade | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 62 | Guatemala | 0,036 | 0,051 | 1 213 |

| | <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts</i> | <i>Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %³</i> | <i>Contributions au 1^{er} janvier 2022</i> |
|-----|--------------------------------|--------------------------------|--|---|
| 63 | Guinée | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 64 | Guinée-Bissau | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 65 | Guyana | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 66 | Honduras | 0,009 | 0,013 | 303 |
| 67 | Hongrie | 0,206 | 0,294 | 6 939 |
| 68 | Îles Marshall | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 69 | Îles Salomon | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 70 | Inde | 0,834 | 1,192 | 28 091 |
| 71 | Indonésie | 0,543 | 0,776 | 18 290 |
| 72 | Iran (République islamique d') | 0,398 | 0,569 | 13 406 |
| 73 | Iraq | 0,129 | 0,184 | 4 345 |
| 74 | Irlande | 0,371 | 0,530 | 12 496 |
| 75 | Italie | 3,307 | 4,725 | 111 388 |
| 76 | Jamaïque | 0,008 | 0,011 | 269 |
| 77 | Japon | 8,564 | 12,236 | 288 457 |
| 78 | Jordanie | 0,021 | 0,030 | 707 |
| 79 | Kazakhstan | 0,178 | 0,254 | 5 995 |
| 80 | Kenya | 0,024 | 0,034 | 808 |
| 81 | Kiribati | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 82 | Kirghizistan | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 83 | Koweït | 0,252 | 0,360 | 8 488 |
| 84 | Lesotho | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 85 | Lettonie | 0,047 | 0,067 | 1 583 |
| 86 | Liban | 0,047 | 0,067 | 1 583 |
| 87 | Libéria | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 88 | Libye | 0,030 | 0,043 | 1 010 |
| 89 | Lituanie | 0,071 | 0,101 | 2 391 |
| 90 | Luxembourg | 0,067 | 0,096 | 2 257 |
| 91 | Macédoine du Nord | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 92 | Madagascar | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 93 | Malaisie | 0,341 | 0,487 | 11 486 |
| 94 | Malawi | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 95 | Maldives | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 96 | Mali | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 97 | Maroc | 0,055 | 0,079 | 1 853 |
| 98 | Malte | 0,017 | 0,024 | 573 |
| 99 | Mauritanie | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 100 | Maurice | 0,011 | 0,016 | 371 |
| 101 | Mexique | 1,292 | 1,846 | 43 518 |
| 102 | Mongolie | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 103 | Monténégro | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 104 | Mozambique | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 105 | Myanmar | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 106 | Namibie | 0,009 | 0,013 | 303 |

| | <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts</i> | <i>Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %³</i> | <i>Contributions au 1^{er} janvier 2022</i> |
|-----|---|--------------------------------|--|---|
| 107 | Nauru | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 108 | Nicaragua | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 109 | Niger | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 110 | Nigeria | 0,250 | 0,357 | 8 421 |
| 111 | Nioué | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 112 | Norvège | 0,754 | 1,077 | 25 397 |
| 113 | Nouvelle-Zélande | 0,291 | 0,416 | 9 802 |
| 114 | Oman | 0,115 | 0,164 | 3 873 |
| 115 | Ouganda | 0,008 | 0,010 | 236 |
| 116 | Ouzbékistan | 0,032 | 0,046 | 1 078 |
| 117 | Pakistan | 0,115 | 0,164 | 3 873 |
| 118 | Palau | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 119 | Panama | 0,045 | 0,064 | 1 516 |
| 120 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,010 | 0,014 | 337 |
| 121 | Paraguay | 0,016 | 0,023 | 539 |
| 122 | Pays-Bas | 1,356 | 1,937 | 45 674 |
| 123 | Pérou | 0,152 | 0,217 | 5 120 |
| 124 | Philippines | 0,205 | 0,293 | 6 905 |
| 125 | Pologne | 0,802 | 1,146 | 27 013 |
| 126 | Portugal | 0,350 | 0,500 | 11 789 |
| 127 | Qatar | 0,282 | 0,403 | 9 498 |
| 128 | République arabe syrienne | 0,011 | 0,016 | 371 |
| 129 | République centrafricaine | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 130 | République de Corée | 2,267 | 3,239 | 76 358 |
| 131 | République de Moldavie | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 132 | République démocratique du Congo | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 133 | République démocratique populaire lao | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 134 | République dominicaine | 0,053 | 0,076 | 1 785 |
| 135 | République populaire démocratique de Corée | 0,006 | 0,009 | 202 |
| 136 | République unie de Tanzanie | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 137 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 4,567 | 6,525 | 153 828 |
| 138 | Roumanie | 0,198 | 0,283 | 6 669 |
| 139 | Rwanda | 0,003 | 0,004 | 101 |
| 140 | Saint-Kitts-et-Nevis | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 141 | Sainte-Lucie | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 142 | Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 143 | Samoa | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 144 | Sénégal | 0,007 | 0,010 | 236 |
| 145 | Serbie | 0,028 | 0,040 | 943 |
| 146 | Seychelles | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 147 | Sierra Leone | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 148 | Slovaquie | 0,153 | 0,219 | 5 153 |
| 149 | Slovénie | 0,076 | 0,109 | 2 560 |

| | <i>Partie</i> | <i>Barème des quotes-parts</i> | <i>Barème prévoyant un plafond de 22 %, sans PMA payant plus de 0,01 %³</i> | <i>Contributions au 1^{er} janvier 2022</i> |
|-----|-------------------|--------------------------------|--|---|
| 150 | Somalie | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 151 | Soudan | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 152 | Sri Lanka | 0,044 | 0,063 | 1 482 |
| 153 | Suède | 0,906 | 1,295 | 30 516 |
| 154 | Suisse | 1,151 | 1,645 | 38 769 |
| 155 | Suriname | 0,005 | 0,007 | 168 |
| 156 | Tadjikistan | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 157 | Tchad | 0,004 | 0,006 | 135 |
| 158 | Tchéquie | 0,311 | 0,444 | 10 475 |
| 159 | Thaïlande | 0,307 | 0,439 | 10 341 |
| 160 | Togo | 0,002 | 0,003 | 67 |
| 161 | Tonga | 0,001 | 0,001 | 34 |
| 162 | Trinité-et-Tobago | 0,040 | 0,057 | 1 347 |
| 163 | Tunisie | 0,025 | 0,036 | 842 |
| 164 | Turquie | 1,371 | 1,959 | 46 179 |
| 165 | Turkménistan | 0,033 | 0,047 | 1 112 |
| 166 | Ukraine | 0,057 | 0,081 | 1 920 |
| 167 | Union européenne | | 2,500 | 58 934 |
| 168 | Uruguay | 0,087 | 0,124 | 2 930 |
| 169 | Venezuela | 0,728 | 1,040 | 24 521 |
| 170 | Viet Nam | 0,077 | 0,110 | 2 594 |
| 171 | Yémen | 0,010 | 0,010 | 236 |
| 172 | Zambie | 0,009 | 0,013 | 303 |
| 173 | Zimbabwe | 0,005 | 0,007 | 168 |
| | | 68 263 | 100 000 | 2 357 364 |

II. COMPTE RENDU DES DÉBATS

INTRODUCTION

1. À l'invitation du gouvernement de la Chine et conformément à la décision XIII/33 de la Conférence des Parties, la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques devait avoir lieu à Kunming, dans la province du Yunnan, en Chine, du 15 au 28 octobre 2020, en même temps que la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et la quatrième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation. Cependant, à cause de la pandémie du coronavirus en cours (COVID-19), les réunions ont d'abord été reportées à la fin mai 2021 et ensuite reportées de nouveau, car la pandémie persistait.

2. Après moult consultations et compte tenu des difficultés que posait toujours la pandémie pour les rencontres en personne, le Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena est convenu, au cours de sa réunion du 19 juillet 2021, de diviser sa dixième réunion en deux parties : la première partie (partie I) aurait lieu en ligne, du 11 au 15 octobre 2021, et la deuxième partie (partie II) aurait lieu en personne, à Kunming, en Chine, du 25 avril au 8 mai 2022. La partie I de la réunion s'est déroulée en ligne, du 11 au 15 octobre 2021.

Participation

3. Tous les États ont été invités à participer à la réunion. Les Parties suivantes au Protocole de Cartagena ont participé :

| | | |
|--------------------|--------------------------------|-------------------|
| Afrique du Sud | Comores | Italie |
| Albanie | Congo | Jamaïque |
| Algérie | Costa Rica | Japon |
| Allemagne | Croatie | Jordanie |
| Angola | Cuba | Kenya |
| Antigua-et-Barbuda | Danemark | Koweït |
| Arabie saoudite | Équateur | Lettonie |
| Arménie | Égypte | Liban |
| Autriche | Émirats arabes unis | Libéria |
| Azerbaïdjan | Érythrée | Lituanie |
| Bahamas | Espagne | Luxembourg |
| Bahreïn | Estonie | Macédoine du Nord |
| Bangladesh | État de Palestine | Madagascar |
| Belarus | Éthiopie | Malawi |
| Belgique | Fidji | Malaisie |
| Belize | Finlande | Maldives |
| Bénin | France | Malte |
| Bhoutan | Gabon | Maroc |
| Bosnie-Herzégovine | Géorgie | Maurice |
| Botswana | Ghana | Mexique |
| Brésil | Grèce | Mozambique |
| Bulgarie | Grenade | Myanmar |
| Burkina Faso | Guatemala | Namibie |
| Burundi | Guyana | Nicaragua |
| Cabo Verde | Honduras | Niger |
| Cambodge | Hongrie | Nigeria |
| Cameroun | Inde | Nouvelle-Zélande |
| Chine | Indonésie | Norvège |
| Chypre | Iran (République islamique d') | Oman |
| Colombie | Irlande | Ouganda |

| | | |
|--|-------------------------------|-------------------|
| Pakistan | Roumanie | Tchéquie |
| Paraguay | Royaume-Uni de Grande- | Thaïlande |
| Pays-Bas | Bretagne et d'Irlande du Nord | Togo |
| Pérou | Rwanda | Tonga |
| Philippines | Saint-Kitts-et-Nevis | Trinité-et-Tobago |
| Pologne | Sénégal | Tunisie |
| Portugal | Serbie | Turquie |
| République centrafricaine | Seychelles | Turkménistan |
| République de Corée | Slovénie | Ukraine |
| République de Moldova | Soudan | Union européenne |
| République démocratique du Congo | Sri Lanka | Uruguay |
| République dominicaine | Suriname | Viet Nam |
| République populaire démocratique de Corée | Suède | Zambie |
| République unie de Tanzanie | Suisse | Zimbabwe |
| | Tadjikistan | |
| | Tchad | |

4. Les États suivants non Parties au Protocole de Cartagena étaient représentés : Andorre, Argentine, Australie, Brunei Darussalam, Canada, Chili, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Guinée équatoriale, Haïti, Islande, Israël, Liechtenstein, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Népal, Saint-Siège, Singapour, Soudan du Sud.

5. Des observateurs des organes des Nations Unies, agences spécialisées, secrétariats de conventions et autres organes ont aussi participé :

| | |
|---|--|
| Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO | Organisation maritime internationale |
| Conférence des Nations Unies sur la lutte contre la désertification | Organisation mondiale de la santé |
| Conférence des Nations Unies sur la commerce et le développement | Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques |
| Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| Fonds international pour le développement agricole | Programme des Nations Unies pour le développement |
| Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme | Secrétariat de la Convention des Carpates |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Université des Nations Unies |

6. Les organisations suivantes étaient également représentées en qualité d'observatrices :

| | |
|--|--|
| Académie des sciences de la Chine | Anglican Consultative Council |
| Action for Ecology and People Emancipation (AEER) | Arabian Leopard Fund |
| ActionAid International | ASEAN Centre for Biodiversity |
| Adelphi Research gemeinnützige GmbH | Asia Indigenous Peoples Pact Foundation |
| African Indigenous Women Organization (Nairobi) | Asian Forest Cooperation Organization |
| African Institute for Development Policy | Asociación Ambiente y Sociedad |
| African Wildlife Foundation | Association chinoise pour la conservation des plantes sauvages |
| Agence de développement de l'Union africaine-NEPAD | Association des 3 Hérissons |
| Alliance sur l'accès et le partage des avantages | Aube Nouvelle pour la Femme et le Développement |
| Amis de la Terre Europe | Australian Conservation Foundation |
| Andes Chinchasyo | Avaaz |
| | BankTrack |

Barnes Hill Community Development Organization
 Beijing Chaoyang District Yongxu Global Environmental Institute
 Beijing Entrepreneur Environmental Protection Foundation
 Beijing Fuqun Social Service Center
 Beijing Haidian Shanshui Conservation Center
 Beijing Institute of Finance and Sustainability
 Bioversity International
 BirdLife International
 Born Free Foundation
 British Ecological Society
 Bureau européen pour la conservation et le développement
 Carbon Disclosure Project (CDP)
 Caribbean Community Secretariat
 Center for Development Research (ZEF)
 Centre africain pour la biodiversité
 Centre arabe pour l'étude des zones arides et des terres sèches
 China Dialogue Trust
 China Green Carbon Foundation
 ClientEarth
 Comité du Japon pour l'UICN
 Comité français de l'UICN
 Comité international de planification de la souveraineté alimentaire
 Commission balainière internationale
 Commonland
 Confederação Nacional da Indústria
 Congrégation des sœurs de St-Joseph de la paix
 Conselho Empresarial Brasileiro para o Desenvolvimento Sustentável
 Conservation International
 Convention de Ramsar sur les zones humides
 Cooperativa Autogestionaria de Servicios Profesionales para la Solidaridad Social, R.L.
 Coral Triangle Initiative on Coral Reefs, Fisheries and Food Security
 CropLife International
 Derecho, Ambiente y Recursos Naturales
 Deutsches Zentrum für Luft - und Raumfahrt e.V. - German Aerospace Center
 DHI Water & Environment
 Ecologistas en Acción
 EcoNexus
 ECOROPA
 Elephant Protection Initiative Foundation
 ETC Group
 Fédération internationale des fabricants et associations de produits pharmaceutiques
 Fondation brésilienne pour le développement durable
 Fondation chinoise pour la conservation de la biodiversité et le développement vert
 Fondation du Sierra Club Canada
 Fondation européenne pour la climat
 Fonds nordique pour le développement
 Forest Peoples Programme
 Forest Stewardship Council
 Forest Watch Indonesia
 Forum international des peuples autochtones pour la biodiversité
 Forum international sur l'environnement
 Foundation for Aboriginal and Islander Research Action
 Fridtjof Nansen Institute
 Fundación Ambiente y Recursos Naturales
 Fundación Gaia Amazonas
 Future Earth
 GenØk - Centre for Biosafety
 German Committee Future Earth
 Global Crop Diversity Trust
 Global Forest Coalition
 Global Forum on Human Settlements
 Global Industry Coalition
 Global Initiative Against Transnational Organized Crime
 Global Youth Online Union
 Govardhan Ecovillage
 Greater Virunga Transboundary Collaboration
 Green Anhui
 Greenpeace International
 Griffith University
 Group on Earth Observations Biodiversity Observation Network
 Guangzhou Yuexiu Climate Environmental Protection Exchange Center
 Hanns Seidel Foundation/Stiftung-Korea Office
 Heinrich Böll Foundation
 Helmholtz Centre for Environmental Research - UFZ
 ICCA Consortium
 ICLEI - Local Governments for Sustainability
 Imperial College London
 Institut de l'environnement et du développement durable
 Institut du développement durable et des relations internationales
 Institut national pour les études sur l'environnement
 Institute for Biodiversity Network
 Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture

International Association for Falconry and Conservation of Birds of Prey
 International Center for Integrated Mountain Development
 International Collective in Support of Fishworkers
 International Coral Reef Initiative
 International Council of Environmental Law
 International Fertilizer Association
 International Fund for Animal Welfare
 International Grain Trade Coalition
 International Indian Treaty Council
 International Network for Bamboo and Rattan
 International Network of Basin Organizations
 International Partnership for the Satoyama Initiative
 International Seed Federation
 International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications
 International Studies Association
 International University Network on Cultural and Biological Diversity
 IPIECA
 Japan Environmental Lawyers for Future
 Japan Federation of Bar Associations
 Laotu Rural Ecological Culture Service Group in Yantian District, Shenzhen
 Latinoamérica Sustentable
 Les Eco Maires
 London School of Economics and Political Science
 Max Planck Institute for Social Anthropology
 Ministère des affaires étrangères
 Missionary Society of St. Columban
 Mount Holyoke College
 National Geographic Society
 Nature Québec
 New Wind Association
 On the EDGE Conservation
 Organisation du traité de coopération amazonienne
 Organisation internationale des bois tropicaux
 Panthera
 Parabukas
 Pesticide Eco-Alternatives Center
 Pondicherry India-China Friendship Association
 Préfecture d'Aichi
 Protect Our Water and Environmental Resources
 Public Research and Regulation Initiative
 Rainforest Foundation Norway
 Rainforest Trust
 Red de Cooperación Amazónica
 Red de Mujeres Indígenas sobre Biodiversidad para América Latina y el Caribe
 Red Indígena de Turismo de México (RITA)
 Regions4 Sustainable Development
 Réseau civil du Japon pour la Décennie des Nations Unies sur la biodiversité
 Réseau d'information des populations autochtones
 Réseau des citoyens du Japon pour l'alimentation et l'agriculture durables (FA-Net Japan)
 Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées de Méditerranée
 Réseau du tiers monde
 Réseau international de conservation des terres
 Réseau mondial des jeunes pour la biodiversité
 Réseau Ramsar du Japon
 Resources Legacy Fund
 Round-Table on Sustainable Palm Oil Secretariat (RSPO)
 Royal Botanic Gardens, Kew
 Royal Society for the Protection of Birds
 Rueda de Medicina y Asociados, A.C.
 Sasakawa Peace Foundation
 Scion Research
 Seascope Consultants Ltd.
 Secrétariat du programme régional du Pacifique pour l'environnement
 Seikatsu Club Consumers' Co-operative Union
 Society for the Preservation of Natural History Collections
 Society for Wetland Biodiversity Conservation - Nepal
 Society for Wildlife and Nature
 South Asia Co-operative Environment Programme
 South China Botanic Garden
 Southeast Asia Regional Initiatives for Community Empowerment
 Southern African Development Community Secretariat
 Stockholm Resilience Centre
 Sustainable Environment Food and Agriculture Initiative
 Système mondial d'information sur la biodiversité
 Team SPOON
 Tebtebba Foundation
 Terra de Direitos
 The Nature Conservancy
 The Pew Charitable Trusts
 Tinker Institute on International Law and Organizations
 TRAFFIC International

| | |
|---|--|
| Tree Aid | Wellcome Sanger Institute |
| UCCLAN - University of Cambridge, Conservation Leadership Alumni Network | West African Economic and Monetary Union |
| UICN – Union internationale pour la conservation de la nature | Wetlands International - Japan |
| Union de la Méditerranée | Wildlands Conservation Trust |
| Union internationale des chemins de fer | Wildlife Conservation Society |
| Union internationale pour la protection des nouvelles variétés de végétaux | Wildlife Justice Commission |
| Université Cornell | Winrock International |
| Université de Cambridge | Women Engage for a Common Future |
| Université de Georgetown | World Agroforestry Centre |
| Université de Ghent | World Animal Protection |
| Université de Guelph | World Business Council for Sustainable Development |
| Université de l'État de la Caroline du Nord | World Economic Forum |
| Université de Nagoya | World Federation for Animals |
| Université de Nankai | World Organisation for Animal Health /Organisation mondiale de la santé animale |
| Université de Sydney | World Overview of Conservation Approaches and Technologies |
| Université de Vienne | World Tourism Cities Federation |
| Université des finances et de l'économie du Yunan | WWF International |
| Université Duke | Yangtze River Delta Research Institute of Environmental Science and Technology, Zhejiang |
| Université Duke Kunshan | Zoo and Aquarium Association Australasia |
| Université Macquarie | Zoological Society of London |
| Université norvégienne des sciences de la vie Vitae-Planeta Ltd. | |

Point 1. Ouverture de la réunion

7. La partie I de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a été ouverte à 15 h 30,⁴ le lundi 11 octobre 2021, par M. Runqiu Huang, ministre de l'Écologie et de l'environnement de la Chine et président de la Conférence des Parties à sa quinzième réunion, après l'ouverture de la quinzième réunion de la Conférence des Parties par Mme Yasmine Fouad, ministre de l'Environnement de l'Égypte et présidente de la Conférence des Parties à sa quatorzième réunion, et l'élection de M. Huang, à la présidence de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

8. M. Zheng Han, vice-président du Conseil d'État de la Chine; Mme Inger Andersen, directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement, au nom de Mme Amina Mohammed, secrétaire générale adjointe des Nations Unies (par vidéo); M. Chengfa Ruan, secrétaire du Parti communiste de la province du Yunnan; et Mme Elizabeth Maruma Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique, ont présenté des allocutions d'ouverture. Leurs déclarations sont résumées dans le rapport de la Conférence des Parties sur la première partie de sa quinzième réunion (CBD/COP/15/4).

9. Les représentants de l'Argentine (au nom du groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes), de la République démocratique du Congo (au nom du Groupe africain), de la Géorgie (au nom des pays de l'Europe centrale et de l'Est), du Koweït (au nom de la région Asie et Pacifique), de la Nouvelle-Zélande (au nom de l'Australie, du Canada, de l'Islande, d'Israël, de Monaco, de la Norvège, de la République de Corée, de la Suisse, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des États-Unis d'Amérique) et de la Slovénie (au nom de l'Union européenne et ses États membres) ont présenté des allocutions.

10. Le représentant de l'Organisation du traité de coopération amazonienne a présenté une allocution.

⁴ Toutes les heures indiquées dans le présent rapport correspondent à l'heure normale de Chine (UTC+8).

11. Les représentants de l'Alliance de la CDB, du caucus des femmes de la CDB, du Réseau mondial de jeunes pour la biodiversité (GYBN), du Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité, du Peuple Hani du Yunnan, du Conseil international pour les initiatives environnementales locales (ICLEI) (également au nom du Comité consultatif sur les gouvernements infranationaux et la biodiversité (coordonné par les régions et le gouvernement du Québec), du Groupe de Gouvernements infranationaux chefs de file dans la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité (coordonné par la préfecture d'Aichi), du Comité européen sur les régions et des partenaires du processus d'Édimbourg) et de l'Association pour la conservation de la vraie nature (également au nom de Youth of China) ont aussi présenté une allocution.⁵

Point 2. Questions d'organisation

Adoption de l'ordre du jour

12. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté l'ordre du jour suivant basé sur l'ordre du jour provisoire préparé par la Secrétaire exécutive en consultation avec le Bureau (CBD/CP/MOP/10/1/Rev.1), à la première session plénière de la partie I de la réunion :

1. Ouverture de la réunion.
2. Questions d'organisation.
3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.
4. Rapports des organes subsidiaires.
5. Rapport du Comité d'examen du respect des dispositions.
6. Administration du Protocole et budget des Fonds d'affectation spéciale.
7. Plan de mise en œuvre et plan d'action de renforcement des capacités du Protocole de Cartagena.
8. Suivi et établissement des rapports (article 33).
9. Évaluation et examen de l'efficacité du Protocole (article 35) et évaluation finale du Plan stratégique relatif au Protocole de Cartagena pour la période 2011-2020.
10. Questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières (article 28).
11. Fonctionnement et activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (article 20).
12. Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives.
13. Examen de l'efficacité des structures et des processus au titre de la Convention et de ses Protocoles.
14. Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 et 16).
15. Détection et identification d'organismes vivants modifiés.
16. Considérations socio-économiques (article 26).
17. Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation.
18. Questions diverses.
19. Adoption du rapport.
20. Clôture de la réunion.

Organisation des travaux

13. À la première session plénière de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé d'aborder les points 1 à 6 et 18 à 20 à la partie I de la réunion, conformément au programme présenté à l'annexe I de l'organisation des travaux proposée (CBD/CP/MOP/10/1/Add.2). Il a été entendu que ces points seraient abordés en plénière et que certains d'entre eux devront être examinés davantage lors de la partie II de la réunion, à laquelle seront également examinés les points 7 à 17.

Événements parallèles

14. Deux événements apparentés, le Forum de la civilisation écologique et le Forum d'action des organisations non gouvernementales, ont eu lieu de concert avec la première partie de la quinzième réunion de la Conférence des

⁵ Les déclarations des représentants fournies par le Secrétariat sont publiées sur le site <https://www.cbd.int/conferences/2021-2022/cop-15/documents>, telles qu'elles ont été reçues des Parties ou observateurs concernés.

Parties. Pour plus de renseignements sur ces forums, consultez l'annexe au rapport de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, partie I (CBD/COP/15/4).

Élection du Bureau

Élection du président

15. Conformément au paragraphe 3 de l'article 29 du Protocole de Cartagena, le Bureau de la Conférence des Parties a aussi servi de Bureau de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena. Par conséquent, M. Runqiu Huang, ministre de l'Écologie et de l'Environnement de la Chine, élu à la présidence de la quinzième réunion de la Conférence des Parties, a aussi cumulé les fonctions de président de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

Élection des dirigeants autres que le président

16. Le paragraphe 3 de l'article 29 du Protocole de Cartagena stipule que tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention non Partie au Protocole doit être remplacé par un membre élu par les Parties au Protocole parmi l'ensemble des Parties au Protocole. La Conférence des Parties, à sa quatorzième réunion, a élu 10 membres du Bureau qui occuperaient leurs fonctions jusqu'à la clôture de la quinzième réunion. Étant donné que tous les pays représentés étaient Parties au Protocole, les membres du Bureau de la Conférence des Parties ont également cumulé les fonctions de membres de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

17. Par conséquent, outre le président, le Bureau de la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a été formé de :

M. Eric Okoree (Ghana)
M. Melesse Maryo (Éthiopie)
M. Vinod Mathur (Inde) (en remplacement de Mme Sujata Arora)
Mme Leina El-Awadhi (Koweït)
Mme Teona Karchava (Géorgie)
Mme Elvana Ramaj (Albanie)
Mme Andrea Meza Murillo (Costa Rica) (en remplacement de M. Carlos Manuel Rodriguez)
Mme Helena Jeffery Brown (Antigua-et-Barbuda)
Mme Gabriele Obermayr (Autriche)
Mme Rosemary Paterson (Nouvelle-Zélande)

18. Étant donné que certains travaux confiés par la quatorzième réunion de la Conférence des Parties se poursuivront jusqu'à la clôture de la partie II de la réunion, M. Hamdallah Zedan (Égypte) a été invité à demeurer membre de droit du Bureau en qualité de représentant de la présidence de la quatorzième réunion de la Conférence des Parties.

19. Il a été convenu que les membres dont le mandat débiterait à la clôture de la dixième réunion et se terminerait à la fin de la onzième réunion seraient élus à la partie II de la réunion, lorsque la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena élit des remplaçants, si nécessaire, pour les membres du Bureau représentant une Partie à la Convention qui n'est pas Partie au Protocole de Cartagena.

20. À la session plénière d'ouverture de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021, il a été convenu qu'en réponse à la proposition du Bureau, Mme Elvana Ramaj (Albanie) agirait en qualité de rapporteuse de la réunion.

Élection des dirigeants des organes subsidiaires

21. À sa session plénière d'ouverture, le 11 octobre 2021, la Conférence des Parties a décidé de reporter l'élection du président de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et du président de l'Organe subsidiaire chargé de l'application à la fin de la partie II de la réunion. La Conférence des Parties a également décidé de maintenir en poste les coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 jusqu'à la partie II de la réunion.

Point 3. Rapport sur les pouvoirs des représentants à la dixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena

22. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a abordé le point 3 de l'ordre du jour à la session plénière d'ouverture de la partie I de la réunion, le 11 octobre 2021. Conformément à l'article 19 du règlement intérieur, le Bureau était chargé d'examiner les pouvoirs des délégations et de faire rapport sur la question. En conséquence, le président a informé l'organe que le Bureau avait confié la tâche d'examiner et de faire rapport sur les pouvoirs à M. Erik Okoree (Ghana) et un vice-président du Bureau.

23. À la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021, M. Okoree a informé la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena que 132 Parties étaient inscrites à titre de participantes à la réunion. Le Bureau a examiné les pouvoirs des représentants des Parties participant à la réunion et a constaté que ceux de 93 délégations respectaient à la lettre l'article 18 du règlement intérieur tandis que ceux de 39 délégations n'étaient pas tout à fait conformes à l'article 18 et ou n'avaient pas encore été communiqués. Conscient des circonstances extraordinaires auxquelles faisaient face certaines délégations, le Bureau a permis aux représentants n'ayant pas encore communiqué leurs pouvoirs de le faire dans les 30 jours suivant la clôture de la réunion ou avant le 15 novembre 2021 au plus tard, et demandé à la Secrétaire exécutive d'effectuer le suivi sur la question.

Point 4. Rapports des organes subsidiaires

24. Le point 4 de l'ordre du jour a été abordé à la deuxième session de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a effectué son examen du point en étant saisi des rapports de la vingt-troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (CBD/SBSTTA/23/9) et de la partie I de sa vingt-quatrième réunion (CBD/SBSTTA/24/11), de la partie I de la troisième réunion de l'Organe subsidiaire chargé de l'application (CBD/SBI/3/20) et de la première et deuxième réunions et de la partie I de la troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée sur le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CBD/WG2020/1/5, CBD/WG2020/2/4 et CBD/WG2020/3/4).

25. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a entendu les rapports verbaux des présidents de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques et de l'Organe subsidiaire chargé de l'application, ainsi que des coprésidents du Groupe de travail à composition non limitée sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 sur les travaux effectués depuis la dernière réunion de la Conférence des Parties, dont une explication des différents moyens utilisés pour se soustraire aux restrictions imposées par la pandémie de la COVID-19.

26. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a pris note des rapports sur les réunions intersessions des organes subsidiaires et a décidé d'examiner les recommandations présentées dans ces rapports au titre des différents points de l'ordre du jour de la partie II de la réunion.

Point 5. Rapport du Comité d'examen du respect des dispositions

27. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a abordé le point 5 de l'ordre du jour à la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021.

28. M. Rigobert Ntep, président du Comité d'examen du respect des dispositions, a présenté le rapport du Comité (CBD/CP/MOP/10/2) qui contient un sommaire des travaux des seizième et dix-septième réunions du Comité d'examen du respect des dispositions, ainsi que les recommandations proposées par le Comité à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena à sa dixième réunion. Le Comité a examiné plusieurs points lors de ces deux réunions, dont la remise des rapports nationaux, des plans d'action pour le respect des dispositions et la communication d'informations au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, et a offert sa contribution au quatrième exercice d'évaluation et examen du Protocole et à l'évaluation finale du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020. De plus amples détails sur le fond des travaux réalisés par le Comité seront fournis à la partie II de la réunion, lors de l'examen des recommandations du Comité.

29. Le président du Comité d'examen du respect des dispositions a ajouté que le mandat de dix membres du Comité devait prendre fin le 31 décembre 2020 mais que le retard dans la présentation de la dixième réunion avait

empêché l'élection de nouveaux membres avant la fin du mandat des membres à remplacer. Après consultation avec le Bureau, le mandat des membres a été prorogé jusqu'au 31 décembre 2021 et l'élection de nouveaux membres devrait avoir lieu à la partie II de la réunion, à Kunming, en 2022.

30. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a pris note du rapport du président du Comité d'examen du respect des dispositions et a décidé de reporter l'examen des recommandations du Comité et l'élection des nouveaux membres à la partie II de la réunion. Elle a aussi décidé de proroger d'une autre année le mandat des dix membres du Comité, qui prendra donc fin le 31 décembre 2022.

Point 6. Administration du Protocole et budget des fonds d'affectation spéciale

31. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a abordé le point 6 de l'ordre du jour à la session d'ouverture de la réunion, le 11 octobre 2021. Dans son examen du point, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties était saisie du rapport provisoire de la Secrétaire exécutive sur l'administration de la Convention et de ses Protocoles, comprenant le budget des différents fonds d'affectation spéciale (CBD/CP/MOP/10/3).

32. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé de former un **groupe de contact sur le budget** ayant pour mandat d'examiner la question et de préparer un budget provisoire pour le programme de travail pour 2022, pour examen par les Parties. Le groupe de contact serait présidé par M. Spencer Thomas (Grenade), serait ouvert à toutes les Parties et se réunirait à titre informel à l'invitation du président. Les réunions seraient annoncées à l'avance dans le calendrier quotidien des réunions.

33. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a examiné le projet de décision CBD/CP/MOP/10/L.2 sur le budget provisoire pour le programme de travail intégré du Secrétariat proposé par le président du **groupe de contact sur le budget** à la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021.

34. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté le projet de décision CBD/CP3MOP/10/L.2 tel qu'il a été amendé verbalement par le Secrétariat, en tant que décision CP-10/1

Point 18. Questions diverses

35. Aucune autre question n'a été soulevée.

Point 19. Adoption du rapport

36. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté le présent rapport à la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021, à partir du projet de rapport présenté par la rapporteuse (CBD/CP/MOP/10/Part-1-L.1), étant entendu qu'il serait parachevé de manière à refléter l'intégralité des débats de la réunion en cours et que le rapport complet serait examiné et adopté à la deuxième partie de la réunion.

Point 20. Clôture de la réunion

37. À la deuxième session plénière de la partie I de la réunion, le 15 octobre 2021, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé de suspendre la dixième réunion et de la reprendre du 25 avril au 8 mai 2022 à Kunming, en Chine.

38. Après l'échange habituel de courtoisies, la partie I de la réunion a été formellement close à 17 h 10, le 15 octobre 2021.
